



**PRÉFET  
DES YVELINES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires  
des Yvelines**

## **Révision du Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage des Yvelines**

**DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

### **Cahier des Clauses Techniques Particulières**

#### **Maîtrise d'Ouvrage**

Direction Départementale des Territoires des Yvelines

Service de l'Habitat et de la Rénovation Urbaine

Politiques Territoriales du Logement

35 rue de Noailles  
78000 VERSAILLES

## MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

### *Acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage*

Direction Départementale des Territoires des Yvelines

### *Ordonnateur*

**Monsieur le Préfet du département des Yvelines**

Ordonnateur délégué : Madame la Directrice Départementale des Territoires des Yvelines ayant  
délégation de signature par arrêté préfectoral n°78-2025-01-02-00004 du 2 janvier 2025

### *Représentant du Maître d'Ouvrage*

Madame la Directrice Départementale des Territoires des Yvelines

### *Objet du marché*

**Révision du Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat  
des Gens du Voyage des Yvelines**

# Table des matières

<b>ARTICLE 1 - Contexte juridique.....</b>	<b>5</b>
1.1 - Cadre juridique de l'élaboration du SDAHGDV.....	5
1.2 - Contexte du département des Yvelines.....	6
1.2.1 - Aire permanente d'accueil.....	6
1.2.2 - Aire de grand passage.....	6
1.2.3 - Le terrain familial locatif.....	7
1.2.4 - L'habitat adapté.....	7
<b>ARTICLE 2 - Objectifs de l'étude.....</b>	<b>7</b>
2.1 - Phase 1 : Études nécessaires à la révision du SDAHGDV.....	7
2.2 - Phase 2 : Élaboration et rédaction du SDAHGDV.....	8
<b>ARTICLE 3 - Contenu de la mission.....</b>	<b>8</b>
3.1 - Phase 1 : Études nécessaires à la révision du SDAHGDV.....	8
3.1.1 - Réaliser un diagnostic qualitatif, quantitatif et juridique des précédents schémas et un état des lieux sur le département.....	8
3.1.2 - Effectuer une évaluation des besoins d'accueil et de connaissance des gens du voyage circulant et stationnant sur les Yvelines.....	9
3.1.3 - Analyser les capacités et les moyens de réponse des territoires face aux besoins.....	10
3.1.4 - Répertorier les pratiques des autres départements et les points de vigilance.....	10
3.1.5 - Opérer une expertise et une veille juridique.....	10
3.2 - Phase 2 : Élaboration et rédaction du SDAHGDV.....	10
3.2.1 - L'accueil.....	10
3.2.2 - L'habitat.....	11
3.2.3 - Le volet socio-éducatif.....	11
3.2.4 - Le volet gouvernance et suivi du schéma départemental.....	11
3.3 - Opérer une expertise et une veille juridique.....	12
<b>ARTICLE 4 - Organisation et pilotage de l'étude.....</b>	<b>12</b>
4.1 - Éléments fournis par le maître d'ouvrage.....	12
4.1.1 - L'équipe projet.....	13
4.1.2 - Le comité technique.....	13
4.1.3 - Le comité de pilotage.....	13
4.1.4 - Commission départementale consultative des gens du voyage.....	14
<b>ARTICLE 5 - Attendus de la mission.....</b>	<b>14</b>
5.1 - Animation.....	14
5.2 - Livrables.....	15
<b>ARTICLE 6 - Délais de réalisation.....</b>	<b>17</b>

<b>Annexe n°1 : Tableau des aires permanentes d'accueil du département des Yvelines .....</b>	<b>18</b>
<b>Annexe n°2 - Carte de localisation des infrastructures d'accueil du département des Yvelines de 2024 .....</b>	<b>19</b>
<b>Annexe n°3 – Communes de plus de 5000 habitants dans les Yvelines.....</b>	<b>20</b>

***Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.***

## **ARTICLE 1 - Contexte juridique**

### **1.1 - Cadre juridique de l'élaboration du SDAHGDV**

La loi n°2000-614 du 5 juillet 2000, dite loi « Besson » modifiée par les lois du 27 janvier 2017 et du 7 novembre 2018, et ses circulaires d'application n°2001-49 du 5 juillet 2001 et circulaire du 28 août 2010 ont tendu à améliorer les conditions d'accueil et d'habitat des gens du voyage et à renforcer les moyens des maires pour faire cesser les stationnements illicites.

Elle prévoit, dans chaque département, l'élaboration d'un schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage, qui, au regard d'une évaluation préalable des besoins et de l'offre existante spécifie les secteurs géographiques d'implantation et les communes où doivent être réalisés :

1° Des aires permanentes d'accueil, ainsi que leur capacité ;

2° Des terrains familiaux locatifs aménagés et implantés dans les conditions prévues à l'article L. 444-1 du Code de l'urbanisme et destinés à l'installation prolongée de résidences mobiles, le cas échéant dans le cadre des mesures définies par le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées, ainsi que le nombre et la capacité des terrains ;

3° Des aires de grand passage, destinées à l'accueil des gens du voyage se déplaçant collectivement à l'occasion des rassemblements traditionnels ou occasionnels, ainsi que la capacité et les périodes d'utilisation de ces aires.

Concernant ces dernières, le schéma mentionne dans quelles conditions l'État doit intervenir pour assurer le bon déroulement de ces manifestations, ainsi que les modalités de concertation et de coordination entre les différents acteurs.

Également, en annexe, les actions à caractère social destinées aux gens du voyage doivent être détaillées (scolarisation, accès aux soins et aux droits, insertion professionnelle et économique).

Le schéma est constitué de deux annexes qui recensent :

- les terrains privés aménagés dans les conditions prévues à l'article L. 444-1 du Code de l'urbanisme pour l'installation de résidences mobiles et
- les terrains mis à la disposition des gens du voyage par leurs employeurs, notamment dans le cadre d'emplois saisonniers.

D'autres annexes au schéma départemental peuvent également apporter des précisions utiles à la mise en œuvre du schéma départemental, notamment :

- les aires de petit passage si celles-ci existent ou sont envisagées dans le département
- les besoins en habitat des gens du voyage et, le cas échéant, les solutions proposées pour répondre à ces besoins

Le dispositif de suivi et d'évaluation à mettre en place comprend les structures de pilotage et, le cas échéant, de médiation à mettre en place.

Le schéma départemental tient compte de l'existence de sites inscrits ou classés sur le territoire des communes concernées.

Cette obligation s'applique à toutes les communes de plus de 5 000 habitants, ainsi qu'à celles où des besoins sont apparus lors de l'évaluation préalable. Il est à noter que la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la compétence «aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil» a été transférée aux EPCI (Etablissements publics de coopération intercommunale) au 1er janvier

2016. Cette compétence concerne toutes les communautés de communes et les communautés d'agglomération sans exception et quel que soit la taille de leurs communes membres. Ces dispositions ont été complétées par la loi relative à l'égalité et à la citoyenneté en étendant la compétence des EPCI en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil aux terrains familiaux locatifs. Ces dernières ont donc désormais un rôle essentiel à jouer.

La loi introduit le principe de constitution, dans chaque département, d'une commission départementale consultative des gens du voyage, comprenant notamment des représentants des collectivités concernées (EPCI, communes, département), des représentants des gens du voyage, et des associations intervenant auprès de gens du voyage. Cette commission est associée à l'élaboration et à la mise en œuvre du schéma et est présidée conjointement par le représentant de l'État dans le département et le président du Conseil départemental.

Conformément à l'article 1 de la loi «Besson», le schéma doit être révisé tous les 6 ans à compter de sa publication.

Plusieurs décrets d'application sont venus définir les caractéristiques techniques et les modalités de fonctionnement des différentes infrastructures d'accueil :

- décret 2019 n°1478, relatif aux aires permanentes d'accueil et aux terrains familiaux locatifs
- décret n°2019 171 du 5 mars 2019 relatif aux aires de grand passage

## **1.2 - Contexte du département des Yvelines**

Le département des Yvelines comprend 10 EPCI et 262 communes dont 72 communes ont plus de 5000 habitants en 2024.

Le SDAHGDV des Yvelines, approuvé le 26 juillet 2013, fixait un objectif global pour les Yvelines de 627 places de caravanes en aire d'accueil réparties entre les 67 communes concernées et la réalisation de deux aires de grand passage, une au nord du département et l'autre au sud du département.

- Le tableau en annexe n°1 répertorie les infrastructures d'accueil des gens du voyage ;
- La carte en annexe n°2 localise les infrastructures d'accueil des gens du voyage existantes et en projet.
- L'annexe n°3 présente l'ensemble des communes de + de 5000 habitants et les EPCI ayant la compétence gens du voyage au 1/1/2024.

### **1.2.1 - Aire permanente d'accueil**

Il restait 248 places en aire permanente d'accueil à réaliser sur la période 2013-2019.

Une aire permanente d'accueil de 24 places (12 emplacements) a été réalisée à Jouy-en-Josas en 2015 sur la période 2013-2019.

L'aire permanente d'accueil de Saint-Arnoult-en-Yvelines (20 places) a été détruite par incendie en 2016, elle a été occupée de manière illicite puis définitivement fermée en juin 2023 ;

Le département des Yvelines comprend 19 APA représentant 376 places lors du recensement du bureau d'étude (BET) Arhome en 2019-2020, la modification suivante est intervenue depuis cette date :

- Agrandissement de l'APA de Buchelay (CU GPSEO) qui a été porté à 48 places, elle a été ré-ouverte le 15 avril 2024 ;

### **1.2.2 - Aire de grand passage**

Le schéma 2013-2019 préconise la réalisation d'étude en vue de la réalisation de deux aires de grand passage (AGP) :

- L'aire de grand passage Nord

La CU GPSEO mène les études pour réaliser une AGP dont la capacité sera de 150 à 200 places sur une superficie de 5,8 ha. Cette aire de grand passage a fait l'objet d'un arrêté n°78-2021-04-29-0001 déclarant d'utilité publique le projet de création de cette AGP sur les communes de Triel sur Seine et Carrière sous Poissy. Des recours contre le projet ont été déboutés mais le dernier recours en appel de septembre 2023 est toujours en cours. La CU GPSEO poursuit les études et procède actuellement aux acquisitions foncières.

- L'aire de grand passage Sud

Les études de prospections foncières ont bien été menées et de nombreuses réunions ont été organisées, mais aucun projet n'a vu le jour en raison de l'absence de consensus sur la localisation du foncier.

### 1.2.3 - Le terrain familial locatif

Le schéma actuel de 2013-2019 ne prescrivait aucun terrain familial locatif puisque la réglementation ne l'imposait pas. Néanmoins, deux terrains existent sur les communes de Chatou et Plaisir.

Il est à noter que depuis 2019, un terrain familial locatif de 12 ménages (24 places) sur la commune de Vernouillet (CU GPSEO) a été mis en service au 1<sup>er</sup> trimestre 2025.

### 1.2.4 - L'habitat adapté

Le département ne compte aucune opération d'habitat adapté destinée à l'habitat des gens du voyage.

## ARTICLE 2 - Objectifs de l'étude

La présente consultation concerne les études nécessaires à la révision du Schéma départemental d'accueil et d'habitat des Gens du Voyage des Yvelines (78) et à l'élaboration et la rédaction du SDAHGDV.

La mission du prestataire consistera à mener les études nécessaires à l'élaboration du projet final de schéma, dans un cadre de concertation et de transparence avec l'ensemble des acteurs impliqués dans l'accueil et l'habitat des gens du voyage (collectivités, État, gens du voyage, associations, etc.).

### 2.1 - Phase 1 : Études nécessaires à la révision du SDAHGDV

Le prestataire a pour objectif :

- de dresser **un diagnostic** des précédents schémas en analysant ce qui a fonctionné ou pas, leurs forces et leurs faiblesses ;
- de **recenser les équipements d'accueil et d'habitat** réalisés et d'évaluer leur fonctionnement et leur conformité ;
- d'établir une **évaluation préalable approfondie des besoins et de l'offre existante**, notamment de la fréquence et de la durée des séjours des gens du voyage, de l'évolution de leurs modes de vie et de leur ancrage, des possibilités de scolarisation des enfants, d'accès aux soins et d'exercice des activités économiques ;
- d'**évaluer finement les besoins d'accueil des gens du voyage** à l'intérieur du département en analysant la demande et l'offre actuelles, en intégrant l'impact des processus de sédentarisation constatés et de rechercher et de proposer des formes d'habitat adaptées à ces situations spécifiques et aux besoins éventuels des gens du voyage en termes de nombre de places, de typologie et de localisation ;
- de **recenser le foncier disponible** par l'étude des documents d'urbanisme et de planification des collectivités locales.

L'ensemble de ce diagnostic et étude sera la première phase en vue de l'élaboration et la rédaction du schéma. Il constituera le socle des objectifs à définir et des actions à envisager dans le cadre de son élaboration qui sera lancée dans un second temps.

## **2.2 - Phase 2 : Élaboration et rédaction du SDAHGDV**

À l'appui du diagnostic réalisé en phase 1, le schéma devra traiter, très distinctement, des orientations et d'un plan d'actions sur les thèmes suivants :

- L'accueil qui est lié à la notion d'itinérance.
- L'habitat qui prend en compte l'ancrage territorial de certaines familles.
- Un volet socio-éducatif décliné en 4 sous-thèmes :
  - o la scolarisation
  - o l'insertion professionnelle
  - o l'accès aux droits
  - o un volet socio-éducatif
- Un volet gouvernance et suivi du schéma départemental.

## **ARTICLE 3 - Contenu de la mission**

### **3.1 - Phase 1 : Études nécessaires à la révision du SDAHGDV**

#### **3.1.1 - Réaliser un diagnostic qualitatif, quantitatif et juridique des précédents schémas et un état des lieux sur le département**

Le diagnostic doit permettre d'obtenir une image précise et territorialisée de la problématique de l'accueil et de l'habitat des gens du voyage : actions mises en œuvre et impact, besoins, capacités de réponse aux besoins des territoires, outils et leviers d'interventions. À cette fin, des entretiens seront menés avec les populations concernées (sur place, sur les structures d'accueil), avec les associations, les gestionnaires, les bailleurs sociaux, les communes, les EPCI, les forces de l'ordre, le voisinage...

En particulier, le prestataire évaluera :

- les conditions de fonctionnement des aires permanentes d'accueil en service : durée des séjours, typologie des populations, situation de sédentarisation et/ou d'ancrage, niveau d'occupation, description et niveau d'entretien des équipements et des espaces collectifs, conditions de gestion au sens large (respect du règlement intérieur, niveau et paiement des redevances), coûts de fonctionnement. L'accent sera mis sur les différentes situations de sédentarisation et/ou d'ancrage. Cette analyse doit permettre aux différents acteurs concernés par la vie de chaque aire d'identifier d'éventuels dysfonctionnements et de valoriser de bonnes pratiques. Cette étude peut permettre d'élaborer des préconisations visant à harmoniser les modes de fonctionnement sur le département ;
- l'évolution des stationnements en dehors des aires d'accueil :
  - o les territoires confrontés au stationnement illicite des gens du voyage (fréquence, durée) et les motifs ;
  - o les territoires confrontés à la sédentarisation ;
  - o les secteurs de passage des groupes important voyageant ensemble ;
- les mesures spécifiques d'accompagnement social, de scolarisation des enfants et d'accès aux soins et aux équipements publics des gens du voyage mises en place sur le département, dans les différents



services, ainsi que sur les aires et mettra en évidence les éventuels dysfonctionnements repérés ou des besoins non satisfaits. L'évaluation s'appuiera sur des entretiens à mener avec tous les acteurs concernés ainsi que sur des groupes de travail thématiques réunissant le Département, la DDETS et l'inspection académique, l'ARS, la CAF ;

- les interventions d'accompagnement de la sédentarisation, notamment la régularisation dans les documents d'urbanisme d'installations recensées, la réalisation de terrains familiaux (initiatives publiques ou privées),
- les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des actions préconisées dans le schéma, déterminer les leviers et les outils ayant permis la réalisation de certains objectifs.

L'évaluation menée sera l'occasion d'identifier d'éventuels obstacles ou dysfonctionnements et de valoriser de bonnes pratiques. L'analyse devra également permettre d'évaluer le niveau de satisfaction des utilisateurs, des maîtres d'ouvrage et des pilotes du schéma par rapport à leurs différentes attentes et permettre d'envisager des améliorations.

### **3.1.2 - Effectuer une évaluation des besoins d'accueil et de connaissance des gens du voyage circulant et stationnant sur les Yvelines**

L'objectif de ce volet est de connaître la population des gens du voyage circulant et stationnant dans le département afin d'adapter au mieux les réponses apportées à leurs besoins. Il s'agit notamment de quantifier et de territorialiser les besoins actualisés sur le département, en matière d'aires d'accueil, d'habitat et de grand passage au sens de la loi.

En particulier, le prestataire mènera une étude afin de :

- recenser la population se réclamant du voyage dans le département ;
- analyser les demandes formulées chaque année par les voyageurs exprimant leurs besoins en matière de grand passage auprès de l'État (préfet), ou directement auprès des collectivités ;
- analyser leurs modes de vie afin de comprendre leurs attentes en matière d'habitat ;
- recenser les besoins en places d'aires d'accueil, d'aires de grand passage par territoires, de terrains familiaux, spécifiques à la population sédentarisée ;
- déterminer les activités économiques et les capacités financières des familles, évaluer les besoins et l'offre existante d'exercice des activités économiques ;
- analyser leur situation vis-à-vis de l'accès au droit, de la santé, de la scolarisation, de l'insertion...
- étudier ce qui motive les familles à s'implanter sur le département ;
- évaluer les besoins et l'offre existante des possibilités de scolarisation des enfants (qui va à l'école, les besoins, ce qui existe sur le département, ce qui serait à mettre en place) ;
- évaluer les besoins et l'offre existante d'accès aux soins ;
- répertorier les actions menées dans ces domaines. Des préconisations seront faites pour les améliorer et/ou les compléter ;

La réponse aux besoins en habitat des populations sédentaires peut notamment se traduire par la création de terrains familiaux locatifs. Tout comme pour les aires permanentes d'accueil, l'étude proposera des territoires d'implantation pour leur réalisation.

Cette analyse sera menée en lien avec les acteurs locaux. Les éléments d'informations nécessaires à cette étude seront recueillis auprès des services de l'État, du Département, des collectivités locales (communes, EPCI...), des gestionnaires d'aires, mais aussi des associations de gens du voyage. Il est essentiel que les données qui pourront être obtenues soient complétées par des entretiens avec les principaux acteurs. Le prestataire rencontrera notamment toutes les collectivités même celles de moins de 5 000 habitants.

Cette étude doit permettre d'asseoir les objectifs et le programme d'actions du futur schéma sur une analyse réaliste et complète des situations.

### **3.1.3 - Analyser les capacités et les moyens de réponse des territoires face aux besoins**

Le prestataire, dans le cadre du diagnostic, s'attachera à évaluer la capacité des différents territoires à répondre aux besoins ainsi établis, y compris en termes de compétence afin d'installer une gouvernance opérationnelle pérenne au bon niveau territorial.

Afin de sécuriser juridiquement le futur schéma, le prestataire devra analyser et exploiter des différents documents existants en matière de politique du logement et d'urbanisme de l'échelle communale à l'échelle régionale et évidemment nationale :

- Le schéma directeur de la région Ile-de-France - environnemental (SDRIF-E) 2040 a été adopté le 11 septembre 2024 par le conseil régional. L'approbation est prévue au cours du premier semestre 2025 par décret en conseil d'état ;
- Le Schéma régional de l'habitat et de l'hébergement (SRHH) a été approuvé, le 30 avril 2024, pour la période 2024-2030 ;
- les Plans locaux d'urbanisme (PLU) des communes ;
- les documents fonciers (EPFIF, ..... ) ;
- et tous autres documents imposant des prescriptions de nature à entraver ou favoriser la réalisation d'implantation de caravanes.

A partir de ces actes, le prestataire établira un comparatif et recensera les besoins qui en émergent. Par l'analyse des PLU et des documents de planification il établira les dispositions qui favorisent, ou pas, l'implantation d'un habitat adapté aux besoins des gens du voyage sur le département et en fera émerger une cartographie des potentialités. Il sera essentiel de mener une analyse des opportunités foncières, des capacités de scolarisation et d'accompagnement social des territoires. Les opportunités foncières seront cartographiées par le prestataire. La mutabilité des terrains devra être indiquée.

### **3.1.4 - Répertoire des pratiques des autres départements et les points de vigilance**

Le prestataire réalisera une démarche d'observation et d'analyse des pratiques des autres départements de la région Île-de-France (Essonne, Val d'Oise, Hauts-de-Seine, Seine et Marne, Val-de-Marne, Paris et Seine-Saint-Denis) et des départements de l'Eure et l'Eure-et-Loir. Il étudiera les points de vigilance sur lesquels les autres départements ont été attentifs, l'intérêt à agir des communes pour aboutir à l'adoption d'un schéma consensuel sécurisé le plus possible juridiquement.

### **3.1.5 - Opérer une expertise et une veille juridique**

L'objectif est d'établir le schéma sur un fondement juridique solide afin de se prémunir au mieux d'éventuels contentieux. Une mission d'expertise et de veille juridique sera ainsi proposée par le prestataire. Un juriste accompagnera le maître d'ouvrage et le prestataire dans cette phase de recueil et d'analyse des données et d'évaluation des besoins.

## **3.2 - Phase 2 : Élaboration et rédaction du SDAHGDV**

Le schéma devra présenter les orientations et le plan d'action sur les thèmes suivants :

### **3.2.1 - L'accueil**

Le prestataire devra définir les objectifs territorialisés et capacitaires des aires d'accueil et des aires de grands passages. Il devra déterminer des secteurs géographiques et des communes d'implantation. L'attention du prestataire est attirée sur la nécessité de localiser avec précision les lieux d'implantation des aires permanentes d'accueil des gens du voyage. La notion d'échelle pertinente des investissements

et de gestion devra être intégrée. Le prestataire déterminera également les besoins en réhabilitation des aires existantes pour améliorer la qualité des prestations et assurer leur conformité aux normes d'équipements. Il est attendu du prestataire des conseils sur la conception des aires pour le déplacement des véhicules à l'intérieur de l'aire et pour y accéder facilement depuis la voirie, sur la conception des blocs sanitaires, sur la conception du local d'accueil pour le gestionnaire, des conseils pour une bonne gestion des déchets et des réseaux d'assainissement notamment. Il devra proposer des mesures visant à harmoniser les modes de fonctionnement des structures d'accueil du département. Pour les aires de grands passages, le prestataire devra proposer des modalités d'organisation pour améliorer l'accueil des grands groupes sur le département.

### **3.2.2 - L'habitat**

Le prestataire devra identifier les lieux géographiques et la capacité d'accueil où les gens du voyage pourront vivre de manière pérenne dans des résidences mobiles. Cette thématique traite notamment des terrains familiaux locatifs qui sont des dispositions du schéma à valeur prescriptive. Le prestataire devra déterminer des secteurs géographiques et des communes d'implantation pour ces terrains familiaux locatifs. Il est attendu du prestataire des conseils sur la conception de ces terrains familiaux pour une gestion sereine. Il pourra également proposer de l'habitat adapté qui n'est pas une disposition à valeur prescriptive du schéma. Le prestataire devra identifier les actions appropriées concernant l'habitat des familles sédentarisées avec une programmation détaillée d'opérations spécifiques sur la période du schéma (régularisation d'installations, échange foncier, terrains familiaux privés ou publics, parcours résidentiel vers le logement...).

### **3.2.3 - Le volet socio-éducatif**

Pour la scolarisation, le prestataire déterminera comment organiser l'accès au droit commun et rappeler l'obligation scolaire des enfants des familles de gens du voyage dans les mêmes conditions que les autres enfants, quelle que soit la durée et les modalités de stationnement des familles.

Pour l'insertion professionnelle, le prestataire déterminera comment accompagner les gens du voyage pour leur permettre d'accéder à un emploi ou vivre de leur activité, comment accompagner les travailleurs indépendants nombreux parmi cette population.

Pour l'accès aux droits, le prestataire déterminera quelles mesures prévoir pour faciliter l'accès et le maintien aux services de droit commun, les déplacements et la méconnaissance des aides fragilisant la situation des gens du voyage.

Pour la santé, le prestataire déterminera comment favoriser l'accès à la santé des gens du voyage et leur permettre de faire face aux difficultés dans l'accès à la prévention et aux soins.

Pour ce volet socio-éducatif, des fiches actions devront définir les objectifs et les enjeux, le contenu de l'action, le pilote chargé de mettre en œuvre l'action, les partenaires, le calendrier, les financements possibles, et les indicateurs pour l'évaluation de l'action.

L'attention du prestataire est attirée sur ce volet socio-éducatif, dont l'évaluation des besoins et de l'offre dans les domaines de l'accueil des enfants et de leur scolarisation, l'accès aux soins et l'activité économique doit être suffisante.

### **3.2.4 - Le volet gouvernance et suivi du schéma départemental**

Le prestataire doit définir les instances et dispositifs qui seront chargées d'assurer la mise en œuvre, le suivi et l'animation du schéma : modalités de pilotage, outils de suivi (mobilisation des informations, indicateurs de réalisation...), modalités de communication et d'information ;

Il conviendra de s'assurer que les finalités du schéma départemental s'articulent avec les autres dispositifs locaux mis en œuvre à différentes échelles dans les domaines de l'urbanisme, de l'habitat, de la santé, de la domiciliation notamment le Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées du 2 juillet 2024 et du schéma départemental de domiciliation des Yvelines du 16/10/2021.

Pour obtenir l'adhésion des communes et des établissements publics territoriaux aux objectifs du schéma et faciliter sa mise en œuvre, il est essentiel que les mécanismes de réalisation soient clairs, diffusés et expliqués

L'ensemble des objectifs et propositions devra être établi sur la base objective du diagnostic et des études préalables et de la concertation à mener avec les acteurs impliqués. La rédaction des orientations et actions du schéma devra tenir compte des autres documents et dispositifs locaux mis en œuvre dans les domaines de l'urbanisme, l'habitat, l'emploi, la santé, élaborés à différentes échelles

### **3.3 - Opérer une expertise et une veille juridique**

L'objectif est d'établir le schéma sur un fondement juridique solide afin de se prémunir au mieux d'éventuel contentieux. Une mission d'expertise et de veille juridique sera ainsi proposée par le prestataire. Un juriste accompagnera le maître d'ouvrage et le prestataire dans cette phase de l'élaboration du schéma. Il aura en charge de relire le schéma départemental et de répondre aux interrogations du maître d'ouvrage sur l'interprétation de la législation « gens du voyage ». Il conseillera le maître d'ouvrage sur le contenu du schéma au regard de la jurisprudence existante et sur les étapes du processus de validation dans le respect de la législation (étape de consultation des collectivités, étape de validation par la commission consultative...). La mission d'expertise juridique veillera à réaliser un échéancier des étapes juridiques liées à la validation du schéma.

## **ARTICLE 4 - Organisation et pilotage de l'étude**

### **4.1 - Éléments fournis par le maître d'ouvrage**

Le prestataire aura à sa disposition :

- la liste des communes de plus de 5000 habitants et des établissements publics de coopération intercommunale ;
- les bilans annuels des prestataires des aires d'accueil (données DDETS) ;
- la composition de la commission consultative départementale des gens du voyage ;
- les bilans des occupations illégales établis par les forces de l'ordre pour les années 2023 et 2024 (données Préfecture) ;
- le schéma départemental 2013-2019 approuvé le 29 mars 2013 ;
- le compte rendu de la dernière réunion de la commission consultative départementale du 14 octobre 2022 ;
- le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) signé le 23 mai 2024 pour la période 2024-2029 ;
- les coordonnées des différentes instances à associer (Département, CASNAV, CAF, EPCI, Associations de GDV, gestionnaires des aires permanente d'accueil et des terrains familiaux locatifs) ;
- l'étude réalisée par ARHOME en 2019-2020.

Pilotage et suivi de la mission

La Direction départementale des territoires des Yvelines assure la maîtrise d'ouvrage de l'élaboration et la rédaction du schéma, objet du présent cahier des charges.

La cheffe du Service de l'Habitat et de la Rénovation Urbaine est chargée de suivre l'exécution du présent cahier des charges pour le compte de la DDT des Yvelines. Elle est chargée de contrôler à ce titre les prestations effectuées par le prestataire et de certifier le service fait.

#### 4.1.1 - L'équipe projet

L'équipe projet est composée de la Direction départementale des territoires des Yvelines - Service de l'Habitat et de la Rénovation Urbaine et du service l'habitat du Conseil département des Yvelines. Elle organise une réunion mensuelle à laquelle participe le prestataire, pour faire un point régulier sur l'avancement de la mission, et recadrer au fur et à mesure la production du prestataire. Ces réunions pourront se tenir en distanciel en fonction de l'ordre du jour. Cette prérogative sera à l'initiative du conducteur de l'étude.

#### 4.1.2 - Le comité technique

Il assure le pilotage technique et sera composé :

- des services de l'État (préfecture, sous-préfectures, DDT78, DDETS, inspection académique, ...) ;
- des services du Conseil départemental

Et associera en tant que de besoin :

- des services des Établissements publics de coopération intercommunale qui représenteront les communes ;
- des associations représentatives des voyageurs notamment celles qui sont membres de la commission consultative.

##### Echéancier prévisionnel :

Phase 1 : Le comité technique se réunira à rythme régulier afin de cadrer au fur et à mesure les travaux des prestataires. Cette phase s'achèvera à la remise du rapport final de diagnostic avant sa validation du comité de pilotage et à sa présentation devant la commission consultative des gens du voyage. Il se réunira à minima pour le lancement de l'étude et lors de la remise du rapport final du diagnostic.

Phase 2 : Le comité technique se réunira à minima pour la préparation du comité de pilotage de présentation du schéma.

#### 4.1.3 - Le comité de pilotage

Le comité de pilotage assurera le pilotage stratégique de l'étude diagnostic, de l'élaboration et de la rédaction du schéma, il donne les orientations du schéma départemental. Il sera composé :

- du Préfet du département ;
- du Président du Conseil départemental ;
- des sous-préfets des arrondissements ;
- des services de l'État (préfecture, DDT78, DDETS) ;
- des services du Conseil département ;
- de l'association des maires des Yvelines ;
- des associations représentatives des voyageurs notamment celles qui sont membres de la commission consultative.

Son rôle est de valider le rapport final de diagnostic, l'élaboration et la rédaction du schéma avant sa présentation à la commission départementale consultative. Ainsi, après qu'il ait été validé individuellement par l'ensemble des acteurs locaux concernés, le projet de schéma sera présenté par le prestataire pour validation en comité de pilotage avant une validation en commission consultative des gens du voyage.

##### Echéancier prévisionnel :

Phase 1 :Ce comité de pilotage se réunira a minima une fois et en amont d'une présentation à la commission consultative des gens du voyage qui validera le diagnostic.

Phase 2 Ce comité de pilotage se réunira a minima une fois et en amont d'une présentation à la commission consultative des gens du voyage qui validera le schéma.

Sur demande écrite du comité de pilotage, le prestataire devra reprendre ou compléter sa prestation, dans le respect du présent cahier des charges.

#### **4.1.4 - Commission départementale consultative des gens du voyage**

Cette commission comprend notamment des représentants des collectivités concernées (département, EPCI, communes), des représentants des gens du voyage, et des associations intervenant auprès de gens du voyage. Cette commission est associée à la validation du diagnostic, à l'élaboration et à la mise en œuvre du schéma et est présidée conjointement par le représentant de l'État dans le département et le président du Conseil départemental.

Elle sera appelée à se réunir au moins deux fois à l'achèvement de la mission pour la validation du diagnostic (phase 1) puis pour la validation du schéma (phase 2). Le prestataire y participe et présente le projet de schéma.

Après avis de l'organe délibérant des communes, des établissements publics de coopération intercommunale et de la commission consultative, le schéma est approuvé conjointement par le représentant de l'État dans le département et le président du conseil départemental.

A l'issue de cette commission, le document final intégrant les éventuelles modifications demandées sera remis au maître d'ouvrage. La mission sera achevée lorsque le prestataire aura remis le document final.

## **ARTICLE 5 - Attendus de la mission**

Il est attendu du prestataire qu'il soit force de proposition et d'initiative pour mener et animer les phases de diagnostic et de réalisation du schéma. Le prestataire apportera son appui sur la concertation pendant toute la durée de la démarche sur les modalités de communication et d'information autour du projet.

Des compétences sont attendues :

- sur les gens du voyage,
- en la connaissance sociale,
- sur la réalisation de schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage,
- sur le montage d'opérations et en urbanisme,
- au niveau juridique,
- en qualité d'élaboration de cartographie,
- en animation et communication.

### **5.1 - Animation**

Le prestataire devra être présent à tous les comités techniques, de pilotage et à la commission départementale consultative. Des points intermédiaires, réunions de travail, seront également réalisés avec le maître d'ouvrage et l'équipe projet.

Au-delà des instances précitées, il est attendu du prestataire des propositions de gouvernance permettant aux élus des communes et des EPCI de se sentir partie prenante de l'élaboration du schéma, de se l'approprier et de saisir les enjeux et l'intérêt de son approbation.

Entre autres, le prestataire organisera, en tant que de besoin, des groupes de travail thématiques avec les acteurs opérationnels concernés. Il peut être attendu des groupes de travail sur la gestion des aires d'accueil, la sédentarisation, l'habitat adapté, le foncier, la localisation des équipements et l'accompagnement éducatif et social des familles.

A son initiative et pour mener à bien sa mission, le prestataire pourra rencontrer à tout moment les personnes, organismes, administrations, collectivités locales ou associations dont la connaissance est utile à la réalisation de sa mission. Il devra en informer les personnes référentes de la DDT78. Pour ces rencontres, l'organisation sera à la charge du prestataire en lien direct avec les partenaires.

En lien avec l'équipe projet, le prestataire organisera et animera les réunions et, pour chacune d'elles, il devra élaborer un document de travail servant de support de présentation à la réunion et rédigera le compte rendu dans les huit jours suivants la tenue des réunions, comités technique, comité départementale et commission départementale consultative et validés par le maître d'ouvrage.

## **5.2 - Livrables**

Au lancement de la mission :

- une note de cadrage méthodologique ;
- un planning de la mission réactualisé à chaque réunion avec le maître d'ouvrage.

### **Phase 1**

Au cours de la mission :

- les comptes rendus des réunions, des comités techniques, des comités de pilotage et de la commission départementale consultative, dans les huit jours suivant la tenue des réunions et validés par le maître d'ouvrage ;
- les documents de travail et les présentations réalisés ;
- la liste des entités et personnalités rencontrées ;
- le compte-rendu de ces rencontres ;
- des cartes de synthèse des besoins ;
- le planning actualisé.

A la fin de la mission :

- le diagnostic et l'étude, illustrés de supports de qualité ;
- des fiches établies pour chaque APA ou TFL mentionnant les principales caractéristiques notamment par rapport à la conformité avec la réglementation ;
- une note de synthèse de l'étude avec des recommandations qui serviront à l'élaboration du schéma ;
- une note sur les pratiques des autres départements franciliens et limitrophes et les points de vigilance,

- un résumé analytique présentant le contexte, les objectifs, les méthodes de l'étude, ainsi que les résultats et les conclusions supports à la communication prévue à la commission départementale consultative des gens du voyage.

Ces documents seront fournis sous format numérique : formats compatibles avec Libre Office et QGIS (faire apparaître les couches créées), les images avec l'extension « .jpg ».

Une version globale et assemblée au format « .pdf » sera également remise.

Le dossier final constituera le document soumis à la validation du comité de pilotage avant présentation à la commission départementale consultative.

Tous les documents établis par le prestataire, l'utilisation, même partielle des résultats, ainsi que les droits de reproduction et de diffusion, seront la propriété de l'État.

Le commanditaire se réserve la possibilité d'utiliser les résultats de l'étude à toute fin qu'il jugera utile et de les diffuser sur tout support à sa convenance.

L'attention du prestataire est attirée sur la nécessité de produire des documents clairs et de qualité (photos, plans, schémas, tableaux, commentaires...)

## **Phase 2**

Au cours de la mission :

- les comptes-rendus des réunions, des comités techniques, des comités de pilotage et de la commission départementale consultative, dans les huit jours suivant la tenue des réunions et validés par le maître d'ouvrage ;
- les documents de travail et les présentations réalisés pour les réunions de l'équipe projet et de l'équipe projet élargie, les comités techniques, comités de pilotage et commission consultative; - la liste des entités et personnalités rencontrées ;
- le compte-rendu de ces rencontres ;
- le planning de la mission réactualisé à chaque réunion avec le maître d'ouvrage ;
- une note juridique présentera les écueils à éviter au regard de la jurisprudence dans la rédaction du schéma départemental ;
- un rapport intermédiaire présentant de manière spécifique la démarche d'élaboration du schéma final et son contenu.

A la fin de la mission :

- le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage des Yvelines, illustré de supports de qualité (cartes, tableaux) ;
- un diaporama de présentation du schéma départemental
- une note de synthèse du schéma ;
- un résumé présentant le contexte juridique et local, les conclusions du diagnostic et des études préalables, la méthode de réalisation du schéma, les orientations et objectifs du schéma. Ce résumé servira de support de communication à la commission départementale consultative des gens du voyage.
- une note juridique sur l'échéancier d'approbation du schéma départemental

Ces documents seront fournis sous formats compatibles avec Microsoft Office 2010, Libre Office 6.1 et QGIS (faire apparaître les couches créées), les images avec l'extension « .jpg ». Une version globale et assemblée au format « .pdf » sera également remise.

Le dossier final constituera le document soumis à la validation du comité de pilotage avant présentation à la commission départementale consultative.



Tous les documents établis par le prestataire, l'utilisation, même partielle des résultats, ainsi que les droits de reproduction et de diffusion, seront la propriété du département des Yvelines et des services de l'Etat. Le commanditaire se réserve la possibilité d'utiliser les résultats de l'étude à toute fin qu'il jugera utile et de les diffuser sur tout support à sa convenance.

L'attention du prestataire est attirée sur la nécessité de produire des documents clairs et de qualité (photos, plans, schémas, tableaux, commentaires...).

## **ARTICLE 6 - Délais de réalisation**

### **Phase 1**

La notification du marché au bureau d'études vaudra démarrage de l'étude diagnostic. Le délai d'exécution de la phase 1 est fixé à dix (10) mois maximum à compter de la notification du marché, hors délai de validation par le maître d'ouvrage.

### **Phase 2**

Le délai d'exécution de la réalisation du schéma est fixé à maximum huit (8) mois à compter de la réception de l'ordre de service qui en prescrira son lancement. A titre indicatif, l'achèvement de la prestation est attendu à l'échéance fin 2026.

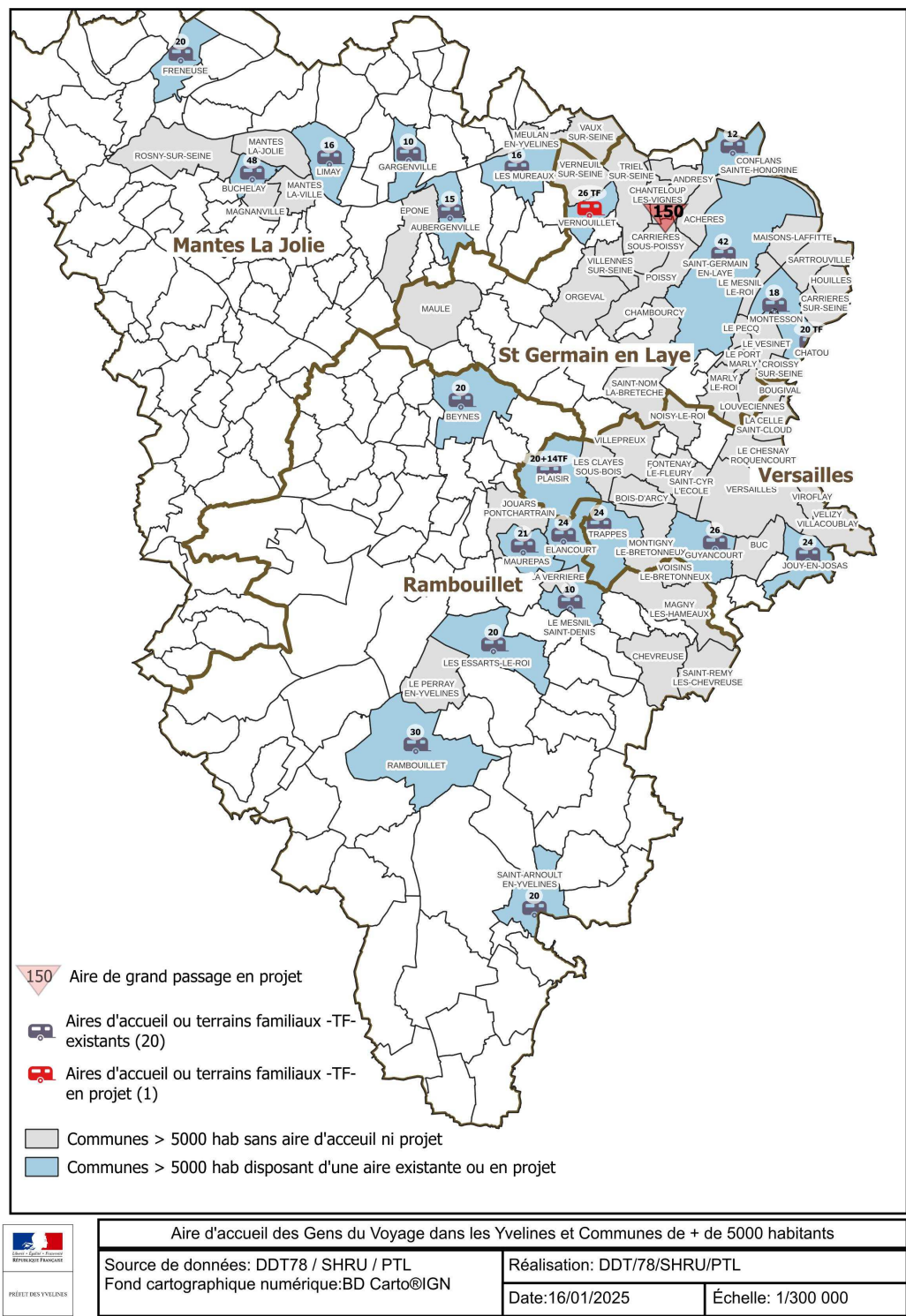
## Annexe n°1 : Tableau des aires permanentes d'accueil du département des Yvelines

(\*agrandissement de l'APA de Buchelay en 2024 et mise en service du TFL de Vernouillet début 2025 depuis le recensement )

EPCI	COMMUNES	Année d'ouverture	Places	Emplacements	Ménages
GRAND PARIS SEINE OISE	Aubergenville	2011	11 (15 initialement mais 4 affaissées et inutilisables)	6	6
	Buchelay *	2008	15	3	6
	Conflans-Sainte-Honorine-Honorine	1996	12 (bénéficiant de l'ALT 2) 24 initialement		12
	Gargenville	2011	6 (10 initialement mais 4 inutilisables actuellement)	3	3
	Les Mureaux	2007	16	8	8
	Limay	2011	16	8	8
CC DE LA HAUTE VALLEE DE CHEVREUSE	Le Mesnil-Saint-Denis	2010	10	5	5
CC DES PORTES DE L'ILE DE FRANCE	Freneuse	2008	20 (en fait 19 : 1 place triangulaire non utilisable)	2 de 3 places et 6 de 2 places	10
RAMBOUILLET TERRITOIRES	Les Essarts-le-Roi	2009	20	4 de 3 places et 4 de 2 places	10
	Rambouillet	2007	30	22	22
	Saint-Arnoult-en-Yvelines				
CA SAINT GERMAIN BOUCLES DE SEINE	Saint-Germain-en-Laye	2013	42	21	21
	Montesson	2010	18	9	9
CC CŒUR D'YVELINES	Beynes	2012	20	10	10
SAINT QUENTIN EN YVELINES	Elancourt	2011	24	12	12
	Guyancourt	2010	26	13	13
	Plaisir	2009	20	10	10
	Maurepas	2012	22	11	11
	Trappes	2009	24	12	12
VERSAILLES GRAND PARC	Jouy-en-Josas	2015	24	12	12
TOTAUX			376		200

Source : Enquête Arhome 2019-2020

**Annexe n°2 - Carte de localisation des infrastructures d'accueil du département des Yvelines de 2024**



## **Annexe n°3 – Communes de plus de 5000 habitants dans les Yvelines**

Code arrondissement	Code canton	Code commune	Nom de la commune	Population totale (RGP 2021 Données 1/1/2024)	EPCI	Arrondissement
3	13	005	Achères	21 505	GPSEO	Saint-Germain-en-Laye
3	05	015	Andrésy	13 372	GPSEO	Saint-Germain-en-Laye
1	01	029	Aubergenville	12 398	GPSEO	Mantes-la-Jolie
2	12	062	Beynes	7 731	CCCY	Rambouillet
4	15	073	Bois-d'Arcy	15 582	VGP	Versailles
1	02	089	Bonnières-sur-Seine	5 079	PIF	Mantes-la-Jolie
4	04	092	Bougival	9 163	VGP	Versailles
4	21	117	Buc	6 043	VGP	Versailles
3	13	123	Carrières-sous-Poissy	18 431	GPSEO	Saint-Germain-en-Laye
3	06	124	Carrières-sur-Seine	15 256	SGBS	Saint-Germain-en-Laye
4	04	126	La Celle-Saint-Cloud	20 878	VGP	Versailles
3	16	133	Chambourcy	5 889	SGBS	Saint-Germain-en-Laye
3	05	138	Chanteloup-les-Vignes	10 802	GPSEO	Saint-Germain-en-Laye
3	03	146	Chatou	30 135	SGBS	Saint-Germain-en-Laye
4	04	158	Le Chesnay-Rocquencourt	31 547	VGP	Versailles
2	09	160	Chevreuse	5 675	CCHVC	Rambouillet
4	12	165	Les Clayes-sous-Bois	17 458	SQY	Versailles
3	05	172	Conflans-Sainte-Honorine	36 341	GPSEO	Saint-Germain-en-Laye
3	03	190	Croissy-sur-Seine	10 663	SGBS	Saint-Germain-en-Laye
2	18	208	Élancourt	26 319	SQY	Rambouillet

1	07	217	Épône	6 677	GPSEO	Mantes-la-Jolie
2	14	220	Les Essarts-le-Roi	6 913	RT	Rambouillet
4	15	242	Fontenay-le-Fleury	13 619	VGP	Versailles
1	07	267	Gargenville	7 917	GPSEO	Mantes-la-Jolie
4	10	297	Guyancourt	29 891	SQY	Versailles
3	06	311	Houilles	33 770	SGBS	Saint-Germain-en-Laye
2	01	321	Jouars-Pontchartrain	5 933	CCCY	Rambouillet
4	21	322	Jouy-en-Josas	8 093	VGP	Versailles
1	07	335	Limay	17 718	GPSEO	Mantes-la-Jolie
3	04	350	Louveciennes	7 731	SGBS	Saint-Germain-en-Laye
1	08	354	Magnanville	6 287	GPSEO	Mantes-la-Jolie
2	09	356	Magny-les-Hameaux	9 546	SQY	Rambouillet
3	17	358	Maisons-Laffitte	23 548	SGBS	Saint-Germain-en-Laye
1	08	361	Mantes-la-Jolie	44 724	GPSEO	Mantes-la-Jolie
1	08	362	Mantes-la-Ville	21 565	GPSEO	Mantes-la-Jolie
3	03	372	Marly-le-Roi	17 010	SGBS	Saint-Germain-en-Laye
3	01	380	Maule	6 257	CCGM	Saint-Germain-en-Laye
2	09	383	Maurepas	18 811	SQY	Rambouillet
3	17	396	Le Mesnil-le-Roi	6 434	SGBS	Saint-Germain-en-Laye
2	09	397	Le Mesnil-Saint-Denis	7 136	CCHVC	Rambouillet
1	11	401	Meulan-en-Yvelines	9 119	GPSEO	Mantes-la-Jolie
3	06	418	Montesson	14 740	SGBS	Saint-Germain-en-Laye
4	10	423	Montigny-le-Bretonneux	32 252	SQY	Versailles
1	11	440	Les Mureaux	34 142	GPSEO	Mantes-la-Jolie
4	19	455	Noisy-le-Roi	7 913	VGP	Versailles

3	19	466	Orgeval	7 157	GPSEO	Saint-Germain-en-Laye
3	16	481	Le Pecq	16 121	SGBS	Saint-Germain-en-Laye
2	14	486	Le Perray-en-Yvelines	6 641	RT	Rambouillet
4	12	490	Plaisir	31 716	SQY	Versailles
3	13	498	Poissy	40 312	GPSEO	Saint-Germain-en-Laye
3	03	502	Le Port-Marly	5 660	SGBS	Saint-Germain-en-Laye
2	14	517	Rambouillet	27 344	RT	Rambouillet
1	08	531	Rosny-sur-Seine	6 975	GPSEO	Mantes-la-Jolie
2	14	537	Saint-Arnoult-en-Yvelines	6 004	RT	Rambouillet
4	15	545	Saint-Cyr-l'École	21 548	VGP	Versailles
3	16	551	Saint-Germain-en-Laye	46 104	SGBS	Saint-Germain-en-Laye
3	19	571	Saint-Nom-la-Bretèche	5 092	CCGM	Saint-Germain-en-Laye
2	09	575	Saint-Rémy-lès-Chevreuse	7 908	CCHVC	Rambouillet
3	17	586	Sartrouville	51 617	SGBS	Saint-Germain-en-Laye
4	18	621	Trappes	33 813	SQY	Versailles
3	19	624	Triel-sur-Seine	12 573	GPSEO	Saint-Germain-en-Laye
1	11	638	Vaux-sur-Seine	5 155	GPSEO	Mantes-la-Jolie
4	21	640	Vélizy-Villacoublay	22 914	VGP	Versailles
3	19	642	Verneuil-sur-Seine	16 233	GPSEO	Saint-Germain-en-Laye
3	19	643	Vernouillet	10 214	GPSEO	Saint-Germain-en-Laye
2	18	644	La Verrière	6 259	SQY	Rambouillet
4	99	646	Versailles	85 407	VGP	Versailles
3	03	650	Le Vésinet	16 117	SGBS	Saint-Germain-en-Laye

3	19	672	Villennes-sur-Seine	5 804	GPSEO	Saint-Germain-en-Laye
4	15	674	Villepreux	11 316	SQY	Versailles
4	21	686	Viroflay	17 322	VGP	Versailles
2	09	688	Voisins-le-Bretonneux	11 101	SQY	Rambouillet

#### Communes de + 5000 habitants

	Communes ne disposant pas d'AA ou TF
	Communes disposant d'AA ou TF
	Communes avec une AA ou un TF en projet